

Enseignement

Un réseau commun pour l'école publique

Il faut réformer le système éducatif pour le rendre plus égalitaire et plus performant. C'est la thèse du Cedep (Centre d'étude et de défense de l'école publique), qui regroupe onze associations de pouvoirs organisateurs, directeurs d'école, enseignants, parents et sympathisants de l'enseignement public. Le Centre recommande 18 principes à mettre en œuvre pour atteindre cet objectif fixé sur base d'un constat d'urgence, « *même si les décrets récents vont incontestablement dans le bon sens* ».

« *Tous les indicateurs convergent, estime le Cedep : le taux de réussite de nos enfants est anormalement bas.* » D'où la nécessité, selon eux, de transformer les approches pédagogiques afin de remédier aux difficultés d'apprentissage des élèves quand elles se présentent et, partant, éviter les redoublements en visant « *l'excellence pour tous* ».

Pour dépoussiérer l'enseignement, « *globalement trop attaché à des formes du passé alors*

que le monde, la société, les adultes et surtout les jeunes ont bien changé », le Cedep propose un véritable nettoyage de printemps, « *sans tabou* ».

Sur le plan institutionnel, d'abord, le Cedep se demande si la liberté constitutionnelle n'a pas entraîné une parcellisation trop importante des centres de décision. Et de plaider pour la mise en place d'un réseau commun d'enseignement public, dont l'une des vertus serait d'éviter la concurrence interréseaux.

Un système que le Cedep voudrait gratuit et qui laisserait une large autonomie aux écoles et aux enseignants. A cet égard, le Cedep suggère de transformer radicalement les méthodes actuelles en remplaçant l'esprit de compétition et de sélection par un esprit de coopération tout en renforçant le rôle de socialisation de l'école.

Le Cedep voudrait que le gouvernement de la Communauté française introduise ses principes dans la suite 2009-2014 du Contrat pour l'école. ■ F. V.